



Financé par l'UE

CBRN CoE NEWSLETTER



CBRN
Centres
of Excellence
An initiative of the European Union

Élaborée par le Centre commun de recherche - Volume 12 - Mai 2016



Assistance technique : déploiement dans 4 régions CdE

- **Inauguration du bureau régional à Alger**
- **Rencontre des directeurs de bureau à Bruxelles**

VOL.
12

Mai 2016



Brigadier General Engineer Hussein Alharthei
Directeur de Bureau régional, GCC

José Jaime de Domingo Angulo
Expert clé P36/MediPIET

Ram Athavale
Expert OSA, ECA

Jean-Pierre Bardoul
Chargé de la coopération régional, ECA
(Commission européenne, DG DEVCO)

Kheira Bradai
Directrice de Bureau régional, NAS

Thomas Brassier
Expert clé P4

Arnaud Buttin
Expert clé P33

Pavel Castulik
Chef d'équipe OSA

Simona Cavallini
Expert clé P34 Key

Peter Clevestig
Expert OSA, GCC

Fanny Fert
Coordinatrice régionale CdE, CEA

Robert Frank
Chargé de la coopération régional, SEA
(Commission européenne, DG DEVCO)

Bakhtiyor Gylamov
Directeur de Bureau régional, CEA

Stéphane Huriet
Expert OSA, AAF

Joel Kamande
Directeur de Bureau régional, ECA

Anumaija Leskinen
Commission européenne, DG JRC

Jumber Mamasakhlisi
Expert OSA, SEEE

Klaus Mayer
Commission européenne, DG JRC

Thorsten Meyer
Expert clé P42

Stefania Micucci
Coordinatrice régionale CdE, AAF

Francesco Miorin
Coordinateur régional CdE, SEEE

Al-Sharif Nasser Bin Nasser
Directeur d Bureau régional, MIE

Alma Pintol
Coordinatrice régionale CdE, ECA

Andrew Proudlove
Expert clé P35

Adil Radoini
Coordinateur régional CdE, MIE
et coordinateur régional CdE par intérim, GCC

Maria Eugenia de los Angeles Rettori
Coordinatrice régionale, SEA

Mohamed Salami
Directeur de Bureau régional, AAF

Tristan Simonart
Commission européenne, DG DEVCO

Bojan Tomic
Expert clé P29

Christine Tomic
Expert clé P29

Oscar F. Valenzuela
Directeur de Bureau régional, SEA



Dans ce numéro

Gros plan

Déploiement de l'assistance technique sur site dans quatre régions	3
Exercice inter-arabe de détection nucléaire et d'intervention organisé à Abou Dhabi	5
Troisième réunion des directeurs de bureaux CdE CBRN	6

Régions

Façade Atlantique Africaine	8
Asie Centrale	10
Afrique Centrale et Orientale	11
Pays du Conseil de Coopération du Golfe	12
Moyen-Orient	13
Afrique du Nord et Sahel Inauguration du bureau régional	14
Asie du Sud-Est	15
Europe de l'Est et du Sud-Est	17

Actualité des projets

Projet 29 Gestion de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires : programme de master universitaire	18
Autres projets	20

Déploiement de l'assistance technique sur site dans quatre régions

biographies et premières impressions sur le déploiement

Assistance technique sur site (OSA, *On-site Technical Assistance*)

Depuis octobre 2015, quatre experts ont été déployés pour renforcer les bureaux régionaux de la Façade Atlantique Africaine, de l'Afrique Centrale et Orientale, des pays du Conseil de Coopération du Golfe, et de l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Leur rôle est d'apporter un soutien technique supplémentaire aux points focaux nationaux et bureaux locaux des CdE CBRN, et d'amplifier l'impact des projets financés dans le cadre de l'initiative CdE CBRN. Ils complètent ainsi les activités des cinq responsables de la coopération régionale dans le cadre de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP), qui sont déployés au sein des délégations de l'UE en Jordanie, au Kenya, au Pakistan, aux Philippines et au Sénégal, et dont le rôle est d'offrir des conseils et gérer la mise en œuvre des programmes de l'UE liés aux menaces à la sécurité et la sûreté dans un contexte transrégional, y compris l'initiative CdE CBRN.

OSA fournit des recommandations pour les activités suivantes :

- Évaluation des besoins dans le domaine CBRN sur base de la perception des menaces et de l'évaluation des risques/ vulnérabilités
- Élaboration et mise en œuvre des plans d'action nationaux CBRN
- Philosophie, élaboration des programmes et identification des produits de formation, afin de renforcer l'autonomie des institutions et équipes d'intervention
- Projets en cours et propositions de projets des pays partenaires, notamment définition des cadres de référence
- Exercices et manœuvres d'intervention CBRN
- Tables rondes et séminaires régionaux



Dr Peter Clevestig
Suède



Virologiste, le Dr Clevestig a effectué des recherches microbiologiques sur le VIH de type 1 depuis 2000 au Karolinska Institutet en Suède. Auteur de plusieurs articles scientifiques, chapitres de livres sur le bioterrorisme et les questions sécuritaires en sciences de la vie, il a rédigé un manuel sur la sûreté biologique pour les praticiens. Depuis 2007, le Dr Clevestig est chercheur qualifié dans le projet de sûreté chimique et biologique du programme de contrôle et de non-prolifération des armements du SIPRI. À ce titre, il a participé à de nombreux projets de l'UE consacrés à la biosûreté et aux contrôles des exportations, et notamment à des missions d'enquête et des exercices d'entraînement sur le terrain. Ses travaux actuels sont axés sur la sûreté et la sécurité des matières biologiques, des biotechnologies et politiques connexes. Il intervient régulièrement lors d'événements internationaux consacrés à la biosécurité, la biosûreté et aux contrôles des exportations biologiques, y compris les technologies intangibles.

Statut actuel d'expert clé

Le Dr Peter Clevestig (Suède) est l'expert OSA nommé auprès du bureau des CdE pour les pays du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU).

Région GCC

Présent aux EAU depuis 3 mois (pour une durée totale d'un an), le Dr Clevestig travaille en étroite collaboration avec la police d'Abou Dhabi qui héberge et met en œuvre les activités de l'initiative des CdE. Pendant cette phase initiale, ses activités consistent principalement à établir de bonnes relations de travail avec ses collègues des EAU et à soutenir les activités visant à rendre le bureau régional opérationnel. Des travaux sont également en cours en vue de nouer le dialogue avec les partenaires des CdE en Arabie Saoudite et au Qatar, et promouvoir l'initiative CdE au Koweït, à Oman et au Bahreïn, dans l'espoir de voir ces pays rejoindre l'initiative au cours de l'année 2016.



Colonel (Dr) Ram Athavale (retraité)
Inde



C^e à la retraite (Dr) Ram Athavale est un vétéran de l'armée indienne (ayant 30 ans de service). Technicien supérieur certifié dans le domaine des tanks, il a commandé un régiment blindé opérationnel. Il a poursuivi sa carrière en se spécialisant dans la gestion de la sécurité et des incidents CBRN. Depuis vingt ans, il s'occupe des questions de gestion des incidents et de sûreté et CBRN. C^e Athavale est titulaire d'un doctorat en gestion des incidents et du terrorisme CBRN, a reçu une bourse de recherche dans le domaine de l'atténuation des dommages CBRN. Fort de son expérience dans l'élaboration de politiques CBRN, dans la sécurité du territoire et dans les essais d'agents réels (agents chimiques), il a été conseiller principal auprès du gouvernement indien en matière de gestion des incidents et de sûreté et CBRN. Le Dr Athavale est professeur invité dans le domaine CBRN auprès de grandes universités et institutions militaires indiennes. Il intervient régulièrement sur ce sujet dans les médias et lors de conférences internationales. Il a signé de nombreux articles sur les questions CBRN. Il se spécialise dans les audits de sûreté CBRN, la protection des infrastructures critiques et la sécurité d'événements médiatisés contre les menaces CBRN.

Statut actuel d'expert clé

Son rôle actuel consiste à favoriser le développement des capacités et compétences en matière de réduction des risques CBRN des dix pays partenaires (PP) de la région ECA.

Région ECA

La région a été marquée par une histoire mouvementée et ses PP s'affirment en tant que nations en développement. Pauvreté et manque d'accès aux services fondamentaux ont favorisé la propagation de maladies. L'industrialisation rapide et le commerce transfrontalier ont généré d'importantes quantités d'agents toxiques dangereux, tels que produits chimiques, engrais, peintures, vernis et fournitures biomédicales. L'instauration de mesures de sûreté et de sécurité optimales afin de prévenir et, si nécessaire, d'intervenir en cas d'incidents représente un besoin croissant. La menace CBRN est venue s'ajouter aux troubles ethniques et au terrorisme. Il est indispensable que les PP comprennent bien cette menace et se dotent des moyens nécessaires pour la combattre.





Stéphane Huriet
France



Stéphane Huriet est un ancien lieutenant-colonel de la sécurité civile française. Avec ses 25 ans d'expérience de sapeur-pompier (dont 20 en tant qu'officier), M. Huriet a participé activement à la gestion de nombreuses opérations et exercices d'intervention. Depuis 2000, il est impliqué dans des interventions lors d'incidents/accidents mettant en cause des substances dangereuses et les questions CBRN connexes. Stéphane Huriet est titulaire d'un master en « gestion des risques et des crises, et risques technologiques » et est spécialisé dans le renseignement par imagerie appliqué aux incidents impliquant des matières dangereuses.

Ses certifications lui permettent de commander toute opération de secours à l'échelle du territoire français et d'assurer la fonction de conseiller auprès du commandant du lieu d'incident. Stéphane Huriet a également été maître de conférences à l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers.

Statut actuel d'expert clé

Son rôle actuel consiste à renforcer les compétences et capacités CBRN des neuf pays partenaires de la région AAF.

Région AAF

Les PP de la région AAF affichent différents niveaux de compétences et capacités en dans le domaine de la réduction des risques CBRN. Chaque pays dispose d'un ou de plusieurs sujets de préoccupation C, B, R ou N, allant des flambées épidémiques aux risques technologiques, des accidents/incidents impliquant des substances dangereuses aux attaques terroristes. Dans ce contexte, le champ des travaux est varié sur le plan technique et vaste dans la mise en œuvre des activités de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement liés aux événements CBRN. Afin d'assurer sa mission OSA, Stéphane Huriet passera 100 jours/an à Rabat, au bureau régional, et 100 jours dans les différents pays partenaires.



Jumber Mamasakhli
Géorgie



Jumber Mamasakhli, docteur en médecine, est l'ancien chef du département de sûreté nucléaire et de radioprotection de Géorgie. Il a exercé en tant que médecin et occupé diverses fonctions au sein de la fonction publique géorgienne. Au cours des 15 dernières années, le Dr Mamasakhli a été impliqué dans de nombreux projets et programmes liés aux questions de sûreté et sécurité CBRN, soutenus par différentes organisations gouvernementales et internationales. Il a participé à plusieurs commissions nationales consacrées à la stratégie de réduction des menaces CBRN et a joué un rôle actif dans la mise en place de législations géorgiennes portant sur la radioprotection, la sûreté nucléaire, la gestion des déchets radioactifs, l'octroi de licences et l'inspection liées aux activités radiologiques, la préparation et l'intervention aux urgences radiologiques, et les plans d'action contre le trafic de matières nucléaires. Depuis 2005, le Dr Mamasakhli est membre du groupe de travail technique international visant à lutter contre le trafic illégal de matières nucléaires et radioactives.

Statut actuel d'expert clé

Son rôle actuel consiste à faciliter le renforcement des capacités et compétences des neuf PP de la région SEEE en matière de réduction des risques CBRN.

Région SEEE

Actuellement, l'initiative comprend neuf pays issus de l'ex-Union soviétique (Arménie, Géorgie, Moldavie, Ukraine) et des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie). La grande majorité de ces pays sont candidats à l'adhésion à l'UE. La mise en œuvre de l'initiative revêt une importance considérable pour les autres instruments de l'UE visant au renforcement des capacités dans les pays de la SEEE, et à la mise au normes de l'UE des législations, institutions et infrastructures nationales. Des zones d'instabilité persistent dans la région. L'industrie de l'ex-Union soviétique, qui avait une influence importante dans la région, a laissé un héritage marqué par une grande quantité de déchets toxiques et radioactifs, de matériels biologiques, d'engrais, de précurseurs de toxines et d'autres matières dangereuses, et l'application de contre-mesures est une nécessité évidente. Le développement rapide du commerce transfrontalier et la mise en place de nouveaux contacts commerciaux ont engendré la nécessité manifeste de renforcer les mécanismes de contrôle du commerce stratégique, la sécurité aux frontières, la sécurité des substances dangereuses et des matières CBRN, la préparation aux urgences CBRN, les échanges bilatéraux et multilatéraux d'informations et d'expertise.



Pavel Castulik
Czech Republic



Le Dr Castulik est d'ingénieur en technologie chimique de formation. Son doctorat obtenu à l'université de la défense de Brno était consacré à la protection contre les agents NBC/CBRN, avec une spécialisation en technologies de décontamination. Depuis 2008, il a donné des conférences dans de nombreuses universités. Il est actuellement membre du comité consultatif du Centre international pour la sûreté et la sécurité chimiques en Pologne. L'expertise du Dr Castulik couvre des sujets multidisciplinaires liés à la préparation et à la réponse aux menaces CBRN. Ancien officier de l'armée tchèque, il a travaillé pour le ministère tchèque de la défense sur de nombreux projets de recherche et développement liés aux CBRN. Il a dirigé des équipes d'experts tchèques pour des missions de la Commission spéciale de l'ONU chargée d'inventorier et de détruire les matières CBRN en Iraq. En outre, il a énormément collaboré avec l'OIAC et ses États parties. Ses travaux actuels sont axés sur le transfert de connaissances en matière de sûreté, sécurité, technologies et éducation liés aux questions CBRN à l'échelon local et gouvernemental.

Statut actuel d'expert clé

En tant que chef de l'équipe OSA, il facilite et coordonne les activités des experts clés OSA tout en assurant le lien avec la Commission européenne, UNICRI et l'équipe de gouvernance.

L'équipe OSA en bref

L'équipe OSA contribue à toutes les phases du cycle d'activités des CdE CBRN. P. ex., des recommandations sur la certification de formations ont été soumises à discussion en vue d'améliorer la qualité et la durabilité des apprentissages. Les travaux des OSA se concentrent sur certains des six piliers de durabilité établis lors de la dernière réunion des directeurs de bureaux. « Fond » : l'équipe aidera à identifier et hiérarchiser les insuffisances et besoins locaux, nationaux et régionaux dans les domaines CBRN. « Coopération régionale » : elle sera favorisée par l'organisation de réunions plus fréquentes aux niveaux national et régional, et par l'élaboration de plans de travail permettant la création de plans d'action CBRN régionaux. « Écoles d'excellence » : l'inventaire des ressources CBRN nationales et régionales (organismes de recherche et développement, laboratoires, centres de formation, experts locaux) permettra la mise en place d'un réseau d'institutions capables de fournir formations certifiées, exercices de terrain, expertises et équipements dans le domaine CBRN. En outre, la cartographie des projets de recherche et développement bilatéraux et de l'UE, dans le domaine CBRN, permettra d'identifier les résultats de projets qui pourraient avoir une valeur informative pour les PP.

Exercice inter-arabe de détection nucléaire et d'intervention à Abou Dhabi

par Adil Radoini et Klaus Mayer

Du 23 au 25 février 2016, les Émirats arabes unis (EAU) ont accueilli le premier exercice inter-arabe « FALCON » de détection nucléaire et d'intervention à Abou Dhabi. Cet exercice à visée régionale ciblait principalement des aspects clés en sécurité nucléaire liés à la détection et l'intervention initiale face aux menaces radiologiques et nucléaires, en mettant l'accent sur la planification nationale, le partage d'informations, la coopération opérationnelle et la prise de décision. Cet exercice de trois jours était organisé en partenariat avec les Émirats arabes unis, le Royaume hachémite de Jordanie et le Royaume du Maroc. L'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) a facilité l'organisation logistique de la réunion au travers du bureau régional CdE. L'Initiative internationale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT) a déployé des efforts considérables dans l'élaboration du scénario de l'exercice et la mise à disposition d'animateurs pour les discussions. Les principaux pays partenaires du GICNT, dont les États-Unis et la Fédération de Russie, coprésidents, ainsi que la Finlande, l'Australie et les Pays-Bas, assistaient à l'événement en tant qu'experts. L'Institut des transuraniens du Centre commun de recherche de la Commission européenne, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le GICNT et l'UNICRI apportaient une expertise technique supplémentaire. Des représentants du Bahreïn, de Jordanie, du Koweït, du Maroc, d'Oman, d'Arabie saoudite et des EAU ont pris part à l'événement, tandis que l'Organisation mondiale des douanes faisait qualité d'observateur.

FALCON consistait essentiellement en un exercice de simulation fondé sur un scénario confrontant les pays participants à des événements touchant à la sécurité nucléaire et potentiellement liés à un acte criminel ou terroriste. Les participants ont examiné le scénario par groupes au sein de



Participants à l'exercice FALCON. Abou Dhabi, 23 - 25 février 2016.

leurs équipes nationales respectives, afin de garantir une analyse approfondie au niveau national. Huit intrants (comprenant de nombreuses questions directrices) ont été examinés et l'essentiel des conclusions finales des différents groupes a été présentée en session plénière. Lors de la session finale, les participants ont souligné leur sensibilisation aux menaces radiologiques et nucléaires, ont insisté sur leur responsabilité vis-à-vis de la sécurité nucléaire, et ont manifesté un vif intérêt à poursuivre le dialogue sur la sécurité nucléaire. Ils ont également souligné la nécessité de mettre en place des activités, basées sur le succès de FALCON, qui contribueront à améliorer la sécurité nucléaire dans la région.

Cet exercice était initié par le bureau régional CdE CBRN d' Abou Dhabi. Depuis sa création en juin 2014, le bureau répond aux besoins régionaux en améliorant les capacités d'intervention en cas d'urgence CBRN et en offrant des formations en prévention, préparation et intervention. FALCON représentait l'étape initiale des efforts des CdE dans la région, en collaboration avec d'autres institutions internationales telles que l'AIEA et le GICNT, pour le renforcement des capacités et de la coopération régionales. Les discussions qui ont animé

cet événement visaient à promouvoir les résultats obtenus, tels que la sensibilisation aux menaces régionales, le renforcement de la coopération régionale entre les secteurs et les pays participants, la promotion de la coordination par l'intermédiaire des mécanismes existants de coordination interinstitutionnelle et intersectorielle en matière de sécurité sur les questions RN, l'identification des bonnes pratiques contribuant spécifiquement aux capacités de détection nucléaire et d'intervention initiale, à la coordination en vue d'enquêter sur les incidents mettant en cause des matières RN, et la construction et le maintien des capacités en encourageant une détection RN de suivi indépendante, des exercices et/ou des programmes d'exercices en criminalistique et en intervention.

Plus de 200 participants ont assisté à la réunion. Au cours de la dernière journée, les pays partenaires ont demandé que soient organisés, dans les mois à venir, des ateliers et formations techniques additionnels sur le sujet, tant au niveau national qu'à l'échelon régional. L'expérience FALCON a démontré à quel point les CdE CBRN pouvaient être utiles aux pays partenaires, tout en favorisant les synergies entre diverses parties prenantes.



Troisième réunion des directeurs de bureaux CdE CBRN

par Jean-Pierre Bardoul et Tristan Simonart

La réunion annuelle des directeurs de bureaux régionaux s'est déroulée le 7 mars 2016 à Bruxelles (Belgique).

La réunion, qui rassemblait des participants des huit régions CdE, DG DEVCO, UNICRI, du JRC, du service européen pour l'action extérieure (SEAE), ainsi que de l'équipe de gouvernance, a été considérée comme un succès. Les directeurs de bureaux ont dressé l'état des lieux des activités menées dans leur région respective. La réunion a également permis d'initier une première discussion sur la manière de garantir la durabilité de l'initiative des centres d'excellence CBRN de l'UE. Les directeurs de bureaux ont souligné l'importance d'impliquer des ex-

perts locaux dans les activités des projets, comme moyen de garantir la durabilité de l'initiative. La DG DEVCO, tout comme le SEAE ont encouragé les directeurs de bureaux régionaux à garantir l'intérêt stratégique des bureaux régionaux en développant des projets et activités utiles aux pays partenaires, et en valorisant l'initiative CdE dans les régions. Il a été souligné notamment, que directeurs de bureau régional et points focaux nationaux (PFN) pourraient présenter les plans d'action nationaux (PAN) CBRN (dans les pays où ils ont été finalisés) lors de rencontres régionales ou

internationales. Ainsi, le Kenya a présenté son PAN lors de la réunion du G7 en Allemagne en 2015. Les discussions ont également porté sur l'utilisation possible du réseau CdE pour inclure d'autres sujets étroitement liés à la réduction des risques CBRN, tels que médicaments falsifiés et sécurité portuaire. Il est à espérer que par la suite, d'autres bailleurs mobiliseront des fonds en faveur de la réduction des risques CBRN par l'intermédiaire des bureaux régionaux, ce qui contribuerait à accroître la pérennité de l'initiative.

Piliers de durabilité

Les « piliers » de durabilité suivants ont été établis au cours de la réunion :



Les 15 recommandations

Les recommandations suivantes ont été formulées et constitueront la base des actions de suivi dans le cadre de l'initiative CdE :

1	Accroître la visibilité politique des bureaux régionaux et de leurs directeurs
2	Élaborer une stratégie régionale, notamment un « plan d'activités » pour la région, et étendre le rôle des directeurs de bureau
3	Élargir le champ d'action : donner un nouveau rôle aux tables rondes
4	Apporter un soutien logistique aux directeurs de bureau et aux PFN pour la mise en œuvre de leurs activités quotidiennes et l'organisation des réunions CBRN
5	Renforcer l'expertise locale dans les activités des CdE (p. ex. pour les projets)
6	Nouvelles composantes dans la stratégie de formation : créer des écoles régionales d'excellence proposant des formations certifiées
7	Renforcer la coopération intra- et inter-régionale (ex. réunions)
8	Développer des indicateurs de performance régionale pour améliorer l'analyse au niveau régional
9	Effectuer une évaluation additionnelle des risques pour corroborer les conclusions tirées du NAQ
10	Accroître la flexibilité du NAQ-PAN pour permettre une adaptation rapide à l'évolution des priorités
11	Renforcer la visibilité des PAN (auprès des autorités et des partenaires financiers)
12	Identifier les moyens de mettre en œuvre les priorités des PAN
13	Consulter directeurs de bureau et PFN avant la validation des rapports de projets
14	Procéder à un inventaire régional des activités, projets (UE et non UE) et viviers d'experts locaux dans le domaine CBRN
15	Créer une base de données d'experts/ institutions/ formations/ résultats de projets locaux et organisations internationales



Façade Atlantique Africaine

par Stefania Micucci et Mohamed Salami

Évaluation des besoins CBRN

Lomé, Togo
7 - 9 juillet 2015

M. N'Ladon Casimir Nadjo, point focal national, et les experts togolais ont rencontré des experts de la Commission européenne à Lomé. Pendant trois jours, les experts de divers ministères, administrations publiques, ONG et sociétés privées se sont penchés sur les 294 questions visant à faire l'état des lieux de la situation du Togo sur divers aspects de la réduction des risques CBRN. Les débats entre les participants ont été fructueux. Le document produit servira de base à l'élaboration d'un plan d'action national (PAN) CBRN.

1^{er} atelier sur le plan d'action national

Dakar, Senegal
13 - 14 octobre 2015

Le premier atelier de préparation du PAN pour la réduction des risques CBRN s'est tenu au Sénégal. L'objectif principal de cet atelier était d'identifier les risques

CBRN pertinents au Sénégal en réunissant équipe nationale CBRN et parties prenantes nationales avec les experts internationaux d'UNICRI. Des experts du Centre commun de recherche (JRC) assistaient également à l'atelier. L'atelier de deux jours, inauguré par M. Cheikh Fofana, représentant du ministre de l'environnement, M^{me} Fagamous Sy Diop, PFN CBRN du Sénégal, et par le représentant de la délégation de l'Union européenne au Sénégal, a rassemblé plus de 40 participants, notamment des délégués du ministère de l'environnement, du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'industrie, de l'ARSN, de l'ASMAR, des douanes, de l'IRCAD et des sapeurs-pompiers.

Renforcement des équipes nationales - Côte d'Ivoire et Gabon

28 - 29 septembre 2015
27- 29 January 2016

Un atelier consacré à la prévention et à la réponse aux risques impliquant des matières CBRN s'est tenu à Abidjan en septembre, sous l'égide de M. Rémi Al-

lah-Kouadio, ministre de l'environnement et du développement durable de la Côte d'Ivoire. Organisé par l'équipe de gouvernance et coordonné par le Dr Kader Touré, point focal national CBRN, l'atelier visait à renforcer les capacités de l'équipe nationale CBRN de la Côte d'Ivoire en matière de coordination et de coopération interinstitutionnelles en cas d'incident CBRN. L'atelier a été organisé en écho à l'une des actions recensées par le pays dans son PAN CBRN. Le PAN, rédigé avec l'aide d'experts d'UNICRI, a été présenté officiellement lors de la 7^e table ronde des PFN à Abidjan en mars 2015. Du 27 au 29 janvier 2016, un atelier consacré à la prévention et à la gestion des crises s'est tenu à Libreville, au Gabon. Animé par l'équipe de gouvernance, l'atelier visait à apporter aux représentants de haut niveau de l'équipe nationale CBRN du Gabon des techniques complémentaires de négociation, de coordination et de coopération interinstitutionnelles. Plus de 40 représentants ont participé à cet atelier basé sur des exercices de simulation et des scénarios inspirés de situations réelles.

Le Cameroun rejoint la région AAF des CdE CBRN

Décembre 2015 - février 2016

Dans sa lettre du 31 décembre 2015, le ministère des relations extérieures de la République du Cameroun a formellement exprimé son intention de rejoindre l'initiative CdE CBRN, nommant Mme Anne Chantal Nama, directrice par intérim au département des Nations unies et de la coopération décentralisée du ministère des relations extérieures, et M. Janvier Alima Atangana de la même direction, comme points focaux nationaux. Le Cameroun devient donc le neuvième pays partenaire du bureau régional pour la Façade Atlantique Africaine, dont le siège est établi à Rabat (Maroc).

Nomination d'un nouveau point focal national

Bénin

Février 2015

M. Hermanne Marc Araba, directeur adjoint au département des organisations internationales du ministère des affaires étrangères, a été nommé nouveau point focal national CBRN du Bénin pour l'initiative CdE CBRN de l'UE.

Préparation de l'exercice FALCON

Rabat, Maroc

20 - 21 janvier 2016

Le Maroc a accueilli la 3^e et dernière réunion préparatoire de l'exercice inter-arabe de détection nucléaire et d'intervention « FALCON ». À l'ordre du jour figuraient les questions relatives au programme de l'atelier, à la planification de l'exercice, aux aspects logistiques et activités de sensibilisation. Les délégations d'Abou Dhabi, d'Arabie saoudite, de Jordanie et du Maroc, ainsi que des représentants de l'AIEA et de l'Organisation mondiale des douanes ont participé à l'élaboration du programme. Les bureaux régionaux CdE du Maroc (Façade Atlantique Africaine), de Jordanie (Moyen-Orient) et d'Abou Dhabi (GCC) ont pris part à la préparation. L'Initiative internationale de lutte contre le terrorisme nucléaire s'est appuyée sur son expérience dans l'organisation d'exercices de simulation à la conception de l'exercice et le JRC a également apporté son expertise dans le domaine de la détection nucléaire et de la réponse. La réunion a donné lieu à une révision du programme de l'atelier et du scénario de l'exercice, tous deux approuvés par l'ensemble des parties participantes.

9e table ronde des points focaux nationaux

Rabat, Maroc

17 - 18 février 2016

La direction générale de la protection civile marocaine a accueilli la 9^e table ronde des points focaux nationaux CBRN pour l'AAF. Les points focaux nationaux du bureau régional pour la Façade Atlantique Africaine, qui comprend le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Liberia, le Maroc, le Sénégal et le Togo, ont participé à la réunion. Celle-ci a permis de présenter l'expert de l'assistance technique sur site qui a récemment rejoint le bureau régional de l'AAF, et d'exposer les possibilités de soutien technique dont peuvent disposer points focaux nationaux et équipes nationales CBRN. Par ailleurs, pour les points focaux nationaux, la réunion a servi de forum sur les forces et faiblesses de l'initiative CdE, les résultats attendus pour les prochaines années, et à la rédaction d'une nouvelle proposition de projet régional. Le nouveau projet intitulé « Amélioration de la gestion régionale des crises épidémiques dans les pays partenaires des centres d'excellence CBRN de la Façade Atlantique Africaine » a également été présenté et la date de son lancement officiel a été fixée. Les points focaux nationaux ont également eu la possibilité de rencontrer des metteurs en œuvre de projets CdE en cours.

Le ministère de l'environnement et le PFN de la Côte d'Ivoire ont organisé un atelier sur la prévention et la réaction aux accidents CBRN. Abidjan, 28 - 29 septembre 2015.





L'équipe nationale du Tadjikistan se réunit pour discuter les premières étapes de l'élaboration du Plan d'action national. Douchanbé, 15 - 16 octobre 2015.

Asie centrale

par Fanny Fert et Bakhtiyor Gulyamov

Atelier sur le plan d'action national

Douchanbé, Tadjikistan
15 - 16 octobre 2015

Cet atelier représentait la première étape de l'élaboration du PAN pour le Tadjikistan. L'objectif principal de ce premier atelier était d'identifier les risques CBRN pertinents pour le pays en réunissant l'équipe nationale CBRN et autres parties prenantes avec les experts internationaux de l'initiative des CdE CBRN de l'UE. Représentants du ministère tadjik des affaires étrangères, de l'Union européenne et d'UNICRI étaient représentés à cet atelier de deux jours inauguré par le directeur adjoint de l'Agence de sûreté nucléaire et de radioprotection. Le PAN a pour objectif général de formuler une vision nationale de réduction des risques CBRN et de recenser les priorités en matière de développement des capacités. Le PAN, qui sera élaboré au cours de plusieurs ateliers, sera conçu de manière à regrouper les efforts individuels en une seule stratégie cohérente, et ce dans le but de renforcer les capacités nationales de prévention, de détection, de préparation et de réponse aux menaces CBRN. L'initiative facilite aussi la définition et la mise en œuvre de projets et fait en sorte que le développement des capacités s'inscrive dans le cadre d'une approche coordonnée et durable. Le premier atelier sur le PAN a consisté en une présentation générale et une discussion de scénarios de risques dans chacun des domaines abordés : chimique, biologique, radiologique et nucléaire. Les résultats na-

tionaux du questionnaire d'évaluation des besoins, élément clé de la méthodologie des Centres d'excellence, ont également été présentés.

Nomination officielle du directeur du bureau pour l'Asie centrale

Conformément à une résolution du cabinet des ministres de la République d'Ouzbékistan datant de septembre 2015 sur les « mesures visant à organiser les activités du bureau régional des Centres d'excellence CBRN pour l'Asie centrale », M. Bakhtiyor Gulyamov, directeur de l'Inspection d'État *Sanoatgeokontekhnazorat*, a été nommé directeur du bureau régional pour l'Asie centrale. Le *Sanoatgeokontekhnazorat* représente le principal partenaire et l'institution hébergeant le bureau régional.

Approbation du projet 53

Le projet intitulé « Renforcement du cadre légal national et formation spécialisée en biosûreté et biosécurité pour la région Asie Centrale » a été approuvé en décembre 2015 et sera mis en œuvre par le Centre international pour la science et la technologie (CIST), basé au Kazakhstan. Ce projet a été élaboré conjointement par des experts de la région Asie centrale, du JRC et d'UNICRI au cours de plusieurs réunions et ateliers techniques organisés en 2015.

Son objectif principal est de renforcer les capacités en biosûreté et biosécurité dans la région Asie centrale en :

- sensibilisant et en suscitant la collaboration en termes de biosûreté, biosécurité, intervention d'urgence et gestion des incidents entre les parties prenantes nationales, et en réduisant les risques de prolifération par la promotion de comportements sûrs et responsables dans le domaine des biosciences ;
- soutenant le renforcement des systèmes juridiques nationaux gouvernant la biosûreté et la biosécurité, et en consolidant les principes, pratiques et instruments de non-prolifération ;
- établissant un catalogue des ressources disponibles dans les pays participants afin d'évaluer les moyens existants et de mieux estimer les besoins en formation, de dispenser des formations et de répertorier les installations en vue d'optimiser la collaboration au cours du projet et d'améliorer la gestion de la qualité et la durabilité après sa fin ;
- développant et en établissant un système régional autonome de formation en biosûreté et biosécurité, et en améliorant les programmes et méthodologies d'enseignement, en assurant des « formation des formateurs », en utilisant un enseignement basé sur des activités et en introduisant des outils d'apprentissage en ligne.

Le projet aura une durée de 36 mois.



Afrique Centrale et Orientale

par Alma Pintel et Joel Kamande



La République démocratique du Congo tient son deuxième atelier sur le plan d'action national. Kinshasa, 30 septembre - 2 octobre 2015

Atelier sur le plan d'action national

Kinshasa, République démocratique du Congo
30 septembre - 2 octobre 2015

À la demande du point focal national (PFN) de la République démocratique du Congo (RDC), UNICRI a organisé le 2^e atelier sur le plan d'action national afin de fournir des recommandations au pays quant à l'élaboration de son plan d'action national (PAN) CBRN. L'atelier a été organisé en collaboration avec le ministère de la recherche scientifique et technologie à Kinshasa. La session a été ouverte par le directeur de cabinet du ministre de la recherche scientifique, M. Florimond Nyamoga Kabanda. M. Edouard Booto Bokonda, PFN, a souhaité la bienvenue aux participants et remercié le président de la République pour sa détermination à protéger le pays et sa population contre les risques liés aux matières CBRN, et à contribuer ainsi aux efforts de la communauté internationale dans le domaine. M. Booto a mis en avant le soutien important apporté par le ministère de la recherche scientifique et technologie, et a présenté les réalisations des centres d'excellence en RDC à ce jour, notamment le renforcement de la sensibilisation aux risques CBRN au sein des institutions de haut niveau. M. Booto a déclaré que le PAN, document stratégique destiné à aborder la prévention, la détection et l'intervention en cas d'incidents CBRN, constitue également un outil précieux pour percevoir les vulnérabilités. Le PAN orientera l'élaboration et la mise en œuvre de projets visant à réduire les risques CBRN. L'atelier a accueilli des membres d'équipe nationale CBRN de la RDC, issus, notamment de plusieurs ministères, services et entités gouvernementaux.

Atelier avec les principales parties prenantes CBRN tanzaniennes

Dar es Salaam, Tanzanie
2 - 4 novembre 2015

En 2014, le P^r Iddi S. N. Mkilaha, directeur général de la Commission tanzanienne de l'énergie atomique (TAEC), a été nommé PFN pour les CdE. La réunion de Dar es Salaam était organisée par le bureau du PFN, en collaboration avec le bureau régional pour l'Afrique Centrale et Orientale (ECA). Les acteurs locaux concernés par les problématiques CBRN, ainsi que le coordinateur régional pour la région ECA ont participé à cet atelier, qui a été l'occasion de présenter l'expert nommé au bureau régional de Nairobi par la DG DEVCO afin d'assurer l'assistance technique sur site : M. Ram Athavale. Participaient également des représentants de l'Agence gouvernementale des laboratoires de chimie (GCLA), du ministère de la défense et du service national (MoDNS), du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale (MoFAIC), du ministère de la justice et des affaires constitutionnelles (MoJCA), de l'Institut national de la recherche médicale (NIMR), des bureaux d'Arusha et de la zone de Dar es Salaam de la TAEC, du Bureau des normes de Tanzanie (TBS), de l'Autorité tanzanienne pour l'alimentation et les médicaments (TFDA) et de l'Institut tropical de recherche sur les pesticides (TPRI). L'événement a été inauguré par S.E Joseph Sokoine, directeur du département Europe et Amériques au ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Dans son discours, l'ambassadeur a exposé les efforts déployés par le gouvernement pour renforcer le cadre légal et réglementaire en vue de réduire les risques associés aux

matières CBRN. L'ambassadeur a encouragé et appelé les participants à identifier les lacunes à combler, et à recommander les meilleures solutions pour y remédier de manière durable. De plus, le directeur adjoint du PNUD dans le pays a participé à l'événement et a exprimé sa gratitude envers les autorités tanzaniennes pour leur soutien et leur engagement permanents. Il a souligné, en particulier, le rôle crucial joué par les ministères des affaires étrangères et de la coopération internationale, de la communication, et des sciences et technologies. M. Osundina a félicité le point focal national et son équipe pour leur engagement en faveur de l'initiative.

Rencontre avec un nouveau point focal national

Kigali, Rwanda
9 - 11 février 2016

En janvier 2016, le Major Pascal Munyangabe, du ministère de la défense, a été nommé nouveau point focal national pour le Rwanda. À la demande du PFN, le coordinateur régional pour la région ECA s'est rendu à Kigali afin de communiquer les informations les plus récentes sur l'évolution actuelle des centres d'excellence CBRN, et définir ensemble une proposition d'orientation pour l'engagement du Rwanda. Avec le soutien de la délégation de l'Union européenne au Rwanda, le coordinateur régional a organisé une réunion au ministère des affaires étrangères pour renouer le dialogue avec les autorités et leur demander une participation plus active dans les activités des centres d'excellence. Cette visite à Kigali a été l'occasion de présenter le nouveau point focal national à M. Lamin Manneh, coordinateur résident des Nations unies au Rwanda.



Pays du Conseil de Coopération du Golfe

par Hussein Alharthei

Rencontre des parties prenantes saoudiennes dans le domaine CBRN avec les experts CBRN de l'UE

Bruxelles, 1 - 2 février 2016

L'atelier de Bruxelles a réuni dix-huit représentants saoudiens de différents ministères et institutions impliqués dans la réduction des risques CBRN. La Commission européenne et les représentants du bureau régional ont exposé aux parties prenantes, afin de les y familiariser, la structure et les objectifs des centres d'excellence CBRN, et les rôles du point focal national et de l'équipe nationale CBRN.

L'événement comprenait également des études de cas pour les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Chaque présentation a été l'occasion de passer en revue les expériences et bonnes pratiques dans ces domaines, en couvrant les risques naturels, techniques et intentionnels. Les études de cas RN se sont achevées par une visite d'étude au SCK·CEN (Centre d'étude de l'énergie nucléaire) situé à Mol (Belgique).



Moyen-Orient

par Adil Radoini
et Nasser bin Nasser

Réunion régionale des points focaux nationaux du Moyen-Orient

La 7^e table ronde des points focaux nationaux du Moyen-Orient s'est tenue dans les locaux du bureau régional du Moyen-Orient à Amman le 26 octobre 2015. La session du matin, présidée par M. Al Sharif Nasser bin Nasser, directeur du bureau, réunissait des représentants de partenaires stratégiques du Moyen-Orient (Jordanie, Iraq et Liban), de l'Union européenne (délégation de l'UE à Amman, Centre commun de recherche de la Commission européenne et plusieurs délégations des États membres de l'UE à Amman), d'Australie, du Canada, du Japon, des États-Unis et d'UNICRI. La réunion a permis de renseigner les parties prenantes sur le concept de l'initiative CdE CBRN, ainsi que sur ses objectifs, structures et mécanismes.

M. Al Sharif Nasser a délivré une présentation, et M. Gonzalo Jorro Martinez, représentant de la délégation de l'UE à Amman, a prononcé un discours au nom du chef de la délégation de l'UE à Amman. M. Adil Radoini, coordinateur régional CdE pour le Moyen-Orient, a exposé l'importance de la coordination entre parties prenantes locales et acteurs internationaux impliqués dans le domaine de la réduction des risques CBRN : en particulier, les travaux

accomplis par les points focaux nationaux et les équipes nationales des pays du Moyen-Orient, par l'intermédiaire des CdE CBRN de l'UE, en vue de recenser les capacités, besoins et priorités, devraient être utilisés afin d'optimiser les ressources et éviter les doublons. Les points focaux nationaux CdE de la Jordanie, du Liban et d'Iraq ont discutés, par le biais de présentations et d'allocutions, le renforcement de leurs capacités en matière de réduction des risques CBRN et les efforts consentis pour recenser besoins et priorités.

La réunion du 26 octobre s'est achevée par la présentation de deux projets CdE. M. Werner Knapp du BAFA (Office fédéral allemand de l'économie et du contrôle des exportations) a d'abord présenté le projet intitulé « Programme étendu du contrôle à l'exportation des éléments à double usage » qui a été mis en œuvre en Jordanie en coordination avec le programme des États-Unis pour le contrôle des exportations et aux activités de sécurité aux frontières connexes (EXBS). Puis, le C^{ol} Janusz Kocik, de l'Institut militaire polonais pour l'hygiène et l'épidémiologie (MIHE) et

M^{me} Simona Cavallini, chef de projet à la fondation italienne FORMIT, ont présenté le projet de « Renforcement des capacités en cas d'intervention CBRN et d'urgence chimique et médicale ». La table ronde s'est poursuivie le 27 octobre autour d'une discussion sur le futur projet et sur sa mise en œuvre.

Atelier PAN au Liban 8 - 9 septembre 2015

L'équipe nationale CBRN du Liban a rencontré les représentants du Centre commun de recherche et d'UNICRI en septembre 2015 au Grand Sérail à Beyrouth afin d'entamer la première phase de la rédaction du plan d'action national (PAN) CBRN. La rédaction du plan d'action national s'appuie sur les résultats du questionnaire d'évaluation des besoins (NAQ) complété antérieurement. Le premier atelier PAN a permis de réviser et mettre à jour le NAQ. Plusieurs ministères et institutions ont participé à l'événement et apporté d'importantes contributions à l'élaboration du PAN qui sera présenté au gouvernement pour validation.



Les membres de l'équipe nationale libanaise discutent de scénarios CBRN lors de l'atelier PAN qui s'est tenu à Beyrouth, 8 - 9 septembre 2015.



Afrique du Nord et Sahel

par Kheira Bradai

Inauguration officielle du bureau régional Afrique du Nord et Sahel à Alger

L'inauguration du bureau régional des centres d'excellence de l'Union européenne (UE) pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) pour l'Afrique du Nord et le Sahel a eu lieu à Alger le 17 décembre 2015. S.E. M. Ramtane Lamamra, ministre des affaires étrangères, et M. Nouredine Bedoui, ministre de l'intérieur et des collectivités locales, préfet d'Alger, ont présidé la cérémonie officielle. L'événement s'est déroulé en présence de M. Marek Skolil, chef de la délégation de l'UE en Algérie, M^{me} Cindy J. Smith, directrice de l'Institut inter-régional de recherche des Nations unies

sur la criminalité et la justice (UNICRI), M. Adriaan van der Meer, chef d'unité à la DG DEVCO de la Commission européenne, M. Bruno Dupré, représentant du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), M. Tahar Melizi, des représentants nationaux de la direction des risques majeurs, et plusieurs ambassadeurs représentant des pays partenaires dans la région. S.E. M. Lamamra et M. Bedoui, ainsi que les représentants de l'UE et d'UNICRI, ont déclaré que la mise en place du bureau régional des CdE CBRN à Alger mérite d'être saluée car elle réunit quatre éléments différents : l'Algérie, les Nations unies, l'UE et les pays de la région, tout en permettant à ces pays d'agir dans le domaine sensible de la sensibilisation et de la préparation aux risques

CBRN. Ils ont également souligné que cette réalisation s'annonce prometteuse sur le plan des ressources humaines, de la formation, de la mobilisation des ressources, de la coopération et des partenariats, tant à l'échelle régionale qu'internationale, dans l'objectif de renforcer les aspects sécuritaires et la politique de voisinage en matière de lutte antiterroriste et de protection des frontières dans le cadre de la réduction des risques CBRN. Par ailleurs, les représentants de l'UE et d'UNICRI ont remercié le gouvernement algérien pour sa contribution à la création, à l'inauguration et au fonctionnement du bureau régional, qui s'appliquera à renforcer les capacités régionales dans les domaines de prévention et de gestion des risques CBRN.

Official opening ceremony of the CBRN Centres of Excellence Regional Secretariat for North Africa and Sahel countries Algiers - 17 December 2015

« La mise en place des bureaux régionaux dans huit régions du monde constitue une base solide pour coordonner les activités entreprises par l'initiative des centres d'excellence. Depuis 2010, plus de 50 projets, représentant un financement d'environ 150 millions d'euros, ont été mis en œuvre. Ils visent à : mettre en œuvre une stratégie cohérente et globale couvrant les aspects juridiques, réglementaires, scientifiques et techniques, établir et renforcer les réseaux et partenariats régionaux et internationaux, optimiser les capacités nationales et régionales et répondre aux besoins régionaux dans le domaine CBRN. Dans votre région, les premiers projets approuvés ont déjà été lancés dans les domaines de la biosécurité et de l'épidémiologie, à l'instar de MediPIET et Medilabsecure, ou dans le domaine du double usage des produits chimiques. D'autres propositions de projets sont en cours d'évaluation. La participation de vos experts aux tables rondes régionales permet de définir ensemble vos priorités pour des activités transfrontalières. Un nouveau projet régional visant à renforcer le contrôle des matières CBRN aux frontières est en cours d'élaboration avec vos experts, et nous espérons assister à son lancement en 2016. »

Adriaan van der Meer
(Commission européenne - DG DEVCO)

Cérémonie d'inauguration du bureau régional pour la région NAS, de gauche à droite :
M. Adriaan van der Meer, M. Nouredine Bedoui, M^{me} Cindy Smith et M. Ramtane Lamamra.



Coopération internationale

Réunion d'experts - Convention sur l'interdiction des armes biologiques (CIABT)

Genève, Suisse
10 - 14 août 2015

La coordinatrice de la région SEA, M^{me} Maria Eugenia de los Angeles Rettori, a participé à la réunion d'experts de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques à Genève. La réunion était axée sur les thèmes suivants : comment renforcer la mise en œuvre de l'article VII, prenant en considération notamment les procédures et mécanismes précis selon lesquels les États parties fournissent assistance et coopération, et plus particulièrement le renforcement de la coopération et de l'assistance prévues à l'article X ; et un récapitulatif des progrès dans le domaine des sciences et de la technologie liées à la Convention, notamment les avancées technologiques touchant à la production, dispersion et dissémination des agents biologiques et toxines. M^{me} Rettori a présenté l'initiative CdE CBRN, précisant ses objectifs, son réseau et ses projets, y compris le questionnaire d'évaluation des besoins et le plan d'action national.

Sommet CBRNe Asie – Promouvoir les plans d'action nationaux dans la région SEA
Singapour, 2 - 4 décembre 2015

Cet événement était consacré à la réponse de divers gouvernements, États et organisations internationales aux menaces liées aux CBRNe et aux armes de destruction massive (ADM). Les tendances et menaces futures ont été analysées afin de définir les particularités des nouveaux défis qui marqueront l'industrie dans les années à venir. Présentations et démonstrations pratiques sur les technologies et recherches les plus récentes menées par les grandes entreprises nationales et internationales dans le secteur ont permis le partage des connaissances sur les systèmes et outils spécifiques de lutte contre les risques liés aux ADM et matières CBRNe. Les 2 premières journées ont essentiellement porté sur le partage d'informations concernant la situation



Participants à l'atelier lors du sommet CBRNe Asie. Singapour, 2 - 4 décembre 2015.

Asie du Sud-Est

par Maria Eugenia de los Angeles Rettori
et Oscar Valenzuela

actuelle, les perspectives et futures évolutions concernant la sûreté et de la défense face aux risques non conventionnels. La 3^e journée a été consacrée à une table ronde sur les « Plans d'action nationaux CBRN en Asie du Sud-Est », animée par les points focaux nationaux d'Asie du Sud-Est des pays suivants : Cambodge, Myanmar, Philippines (représentées, pour l'occasion, par la police nationale des Philippines) et Viêt Nam. M^{me} Rettori a livré un aperçu de l'initiative CdE CBRN de l'UE et des grandes lignes du plan d'action national (PAN). Les participants ont fait part de l'expérience de leur pays concernant l'élaboration du PAN et sa contribution au renforcement des capacités de réduction des risques CBRN.

Événement en marge de la réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des armes biologiques

Genève, Suisse
16 décembre 2015

Les allocutions d'ouverture de l'événement thématique « La biosûreté et la biosécurité à la loupe : éléments d'une stratégie internationale pour renforcer les capacités et faire face aux futurs risques » ont été déli-

vrées par M^{me} Cecilia B. Rebong, de la mission permanente des Philippines auprès des Nations unies et des autres organisations internationales à Genève, M. Tristan Simonart (DG DEVCO) et M. Francesco Marelli, (UNICRI).

Les Philippines, l'un des principaux pays de l'initiative CdE, ont partagé leur expérience concernant l'élaboration et l'adoption d'un PAN pour la réduction des risques CBRN. Le C^{el} Jose Embang Jr., PFN des Philippines, a expliqué dans quelle mesure le PAN CBRN, élaboré en collaboration avec l'UNICRI, était un instrument essentiel pour recenser les priorités d'un pays et les domaines dans lesquels les capacités doivent être renforcées. Le PAN sert donc de base à l'élaboration de projets sur mesure et facilite les synergies entre les différents intervenants et bailleurs internationaux pertinents. Cet événement a permis de débattre des éléments clés au développement d'une stratégie internationale de lutte contre les risques biologiques actuels et futurs ont aussi été débattus. Différents points de vue ont convergé sur ce sujet grâce aux contributions des conseillers de dirigeants politiques issus du gouvernement, de l'industrie et du milieu universitaire.



FORUM RÉGIONAL de l'ASEAN



La République des Philippines et l'Union européenne ont coprésidé un atelier du Forum régional de l'ASEAN (FRA) intitulé

« Sensibilisation et promotion de la coopération du FRA pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) »



La République des Philippines et l'Union européenne ont coprésidé un atelier du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (FRA) intitulé « Sensibilisation et promotion de la coopération du FRA pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) » à Makati, Manille, les 9 et 10 septembre 2015. L'atelier réunissait 82 participants des États membres de l'ASEAN, de l'Union européenne, d'Australie, du Canada, de Chine, d'Inde, du Japon, de Mongolie, de Nouvelle-Zélande et des États-Unis, ainsi que du secrétariat de l'ASEAN, de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Au cours de ces deux jours, les participants de différentes agences publiques ont pu suivre des présentations d'experts d'organisations internationales, présenter leur efforts de sensibilisation et de coopération dans le domaine CBRN, et échanger des idées sur les bonnes pratiques dans le domaine, tout en explorant les possibilités d'une coopération renforcée dans le futur. Au programme figurait également un débat d'experts sur l'initiative CdE de l'UE pour la réduction des risques CBRN, modéré par l'UNICRI et le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Parmi les experts participants au débat figuraient M. Oscar Valenzuela, directeur du bureau régional, ainsi que des points focaux nationaux (PFN) et experts du Brunei Darussalam, du Cambodge, d'Indonésie, de la République démocratique populaire lao, du Myanmar, des Philippines, de Singapour et du Viêt Nam. Les thèmes abordés incluaient notamment la structure de l'initiative des CdE de l'UE pour la réduction des risques CBRN (bureaux régionaux, PFN, équipes nationales CBRN), le questionnaire d'évaluation des besoins CBRN, les plans d'action nationaux CBRN, la sensibilisation dans le domaine CBRN, les expériences tirées de l'implication dans la mise en œuvre de 21 projets des CdE CBRN. Dans son allocution de clôture, M. Valenzuela a indiqué que l'atelier avait rempli son objectif de sensibilisation aux risques CBRN dans la région. Il a encouragé les participants à poursuivre leur collaboration et à sensibiliser encore davantage sur le sujet.

Rédigé par Robert Frank

Chargé de la coopération régionale pour l'Asie du Sud-Est – Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (Commission européenne, DG DEVCO), délégation de l'Union européenne aux Philippines

Des PFN de l'Asie du Sud-Est ont participé à un débat lors de l'atelier du FRA.



Europe de l'Est et du Sud-Est

par Francesco Miorin et Givi Amiranashvili

Moldavie: 1er atelier sur la stratégie nationale CBRN

6 - 7 octobre 2015

Le premier atelier sur la stratégie nationale CBRN de la Moldavie s'est tenu à Chisinau, en Moldavie, dans les locaux du ministère des affaires étrangères et de l'intégration européenne. La réunion visait à examiner le projet de stratégie nationale CBRN de la Moldavie et à discuter des étapes à venir en vue de sa finalisation et de son adoption. Des experts du JRC de la CE et d'UNICRI ont participé à la réunion de deux jours, avec le directeur du bureau régional, les membres de l'équipe nationale CBRN de la Moldavie et des représentants du groupe d'experts du Comité 1540 de l'ONU, de l'OSCE, du Centre de contrôle, de recherche, de formation et d'information (VERTIC) et de l'Ambassade des États-Unis à Chisinau.

Bosnie-Herzégovine : réunions avec les parties prenantes

15 - 16 octobre 2015

Le coordinateur régional d'UNICRI s'est rendu à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) pour rencontrer plusieurs parties prenantes concernées par les CdE CBRN de l'UE. En particulier, M. Miorin a rencontré Mme Ivana Kušić (assistante du PFN) et Mme Amira Arifović-Harms, du ministère des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, pour discuter des prochaines activités des CdE CBRN de l'UE dans le pays.

Géorgie : participation à la réunion du projet PPRD East 2

22 octobre 2015

Le coordinateur régional d'UNICRI a participé à la deuxième réunion consultative du pays dans le cadre du projet financé par l'UE en matière de prévention, préparation et réponse aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine dans les pays du Partenariat oriental (PPRD East 2). La réunion, qui rassemblait plusieurs institutions et agences géorgiennes actives dans la gestion des urgences et dans la réduction des



Première réunion des parties prenantes CBRN en Ukraine. Kiev, 23 février 2016.

risques de catastrophes, était consacrée aux futures étapes de la mise en œuvre du projet en Géorgie.

Géorgie : réunion avec la Commission de réglementation nucléaire des États-Unis

30 octobre 2015

Les membres du bureau régional ont rencontré des représentants de la Commission de réglementation nucléaire des États-Unis (US NRC). Cette réunion a permis aux participants d'échanger des informations sur leurs activités respectives, entre autres sur le Partenariat international de développement de la réglementation (IRD) et le Partenariat de réglementation des sources de rayonnement (RSRP), deux activités de coopération internationale menées par les États-Unis en vue de renforcer le contrôle réglementaire des sources de rayonnement. Pour plus d'informations sur l'IRD ou le RSRP, veuillez visiter:

- <http://www.irdp-online.org/>
- <http://rsrp-online.org/>

Ukraine : first CBRN stakeholders meeting

23 février 2016

La première réunion des parties prenantes CBRN a eu lieu à Kiev (Ukraine). L'événement était organisé par le Service d'État des gardes-frontières d'Ukraine, en coopération étroite avec la Commission européenne et le bureau régional de Tbilissi.

La réunion rassemblait des représentants des ministères et agences d'État concernés en Ukraine. Elle visait à présenter l'initiative CdE et à discuter la participation prochaine de l'Ukraine à l'initiative, et particulièrement la mise en place de son équipe nationale CBRN. La réunion s'est tenue en présence de représentants de la DG DEVCO, du bureau régional de Tbilissi, et d'experts OSA.

Ispra : atelier « Protection des installations CBRN : échange de bonnes pratiques concernant les plans d'action CBRN entre l'UE et la Serbie »

3 - 4 février 2016

L'atelier « Protection des installations CBRN : échange de bonnes pratiques concernant les plans d'action CBRN entre l'UE et la Serbie » s'est tenu sur le site du Centre commun de recherche (JRC) à Ispra (Italie). Financé par l'Union européenne et organisé par le JRC, l'atelier a réuni des membres de l'équipe nationale CBRN de Serbie, des experts du JRC et de l'UE, le directeur du bureau régional et des points focaux nationaux des autres pays de la région. L'atelier a permis d'étudier les synergies possibles entre le plan d'action CBRN de l'UE et celui de la République de Serbie. En outre, quelques scénarios de risque ont été présentés et débattus (dispersion chimique, dispersion radiologique) afin d'identifier des mesures d'intervention et comparer les plans d'action CBRN de l'UE et de la Serbie.



Gestion de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires : programme de master universitaire

par Bojan Tomic
et Christine Tomic



Mis en œuvre par ENCO, le projet a été réalisé à l'université Chulalongkorn de Bangkok (Thaïlande). Vingt étudiants d'Asie du Sud-Est ont suivi ce master de deux ans. L'intégration de ce programme dans les réseaux régional et international de sûreté et de sécurité nucléaire a été assurée afin de créer, en Asie du Sud-Est, un vivier de professionnels qualifiés dans ces disciplines. Ce point était particulièrement pertinent pour les pays moins développés où l'expertise locale était considérée comme largement insuffisante.

La formation consistait en des modules théoriques et pratiques dans le domaine de la sécurité et des garanties de sécurité nucléaire, ainsi que dans le domaine de la sûreté radiologique et nucléaire, incluant les concepts modernes de réduction des

risques CBRN. Les étudiants ont bénéficié de bourses pour couvrir leurs allocations, l'assurance et l'hébergement. Le cours a été conçu de manière à refléter les pratiques actuellement appliquées par l'UE et à l'échelon international, et tous les sujets fondamentaux étaient traités à la fois en classe et sous forme d'exercices pratiques complétés par des visites et des expériences en laboratoire. Les étudiants ont été orientés dans la sélection du sujet de leur mémoire afin de garantir la pertinence de ce dernier par rapport à la sécurité nucléaire, mais aussi pour aborder des problèmes spécifiques auxquels les pays (et régions) sont confrontés. L'équipe de mise en œuvre était composée de professeurs expérimentés et professionnels en ressources humaines de l'UE, spécialistes en sécurité nucléaire. Leurs visites régulières incluaient discussions, accompagnement individualisé et conseils aux étudiants. L'équipe était également en contact étroit

avec le corps enseignant afin de prodiguer des conseils et faire part de ses idées sur la manière d'améliorer le cours. La formation intégrait plusieurs exposés de professionnels invités hautement qualifiés dans le domaine, ainsi que la visite de sites d'intérêt. Tous les modules étaient enseignés en anglais : les étudiants dont le niveau d'anglais était insuffisant ont bénéficié d'un soutien linguistique supplémentaire. Le taux de réussite de la formation a été élevé : 18 étudiants ont obtenu un diplôme reconnu sans réserve de master (scientifique) en sécurité nucléaire, et 2 étudiants ont obtenu un certificat. Les 18 étudiants ont tous obtenu leur diplôme au quatrième trimestre 2015, après avoir soutenu leur mémoire et présenté un article scientifique à une conférence de niveau international. Environ la moitié des étudiants ont réintégré leur organisation, où nombre d'entre eux assument de nouvelles fonctions directement liées à la sécurité nucléaire. Au final, on pourrait conclure que le projet a grandement contribué à améliorer



la sécurité nucléaire en Asie du Sud-Est, particulièrement dans les pays de l'ASEAN qui ne disposaient pratiquement d'aucune expertise préalable dans ce domaine. Les étudiants ayant obtenu leur diplôme, la plupart des objectifs du projet ont donc été remplis. Néanmoins, un autre objectif du projet visait à établir un réseau d'anciens élèves dans lequel les (anciens) étudiants seraient en contact les uns avec les autres

et créeraient ainsi une nouvelle branche du réseau de sécurité nucléaire d'Asie du Sud-Est. À cette fin, le porteur du projet a élaboré, avec l'université Chulalongkorn, une structure consistant en un site web d'échange d'informations, une association d'anciens élèves (dotée de statuts), ainsi qu'une page Facebook pour garder le réseau au fait et permettre aux étudiants de se contacter.

Cette structure devrait permettre de garantir la pérennité du projet à long terme et d'accroître le transfert de connaissances en matière de sécurité nucléaire entre les pays participant au projet. Il y a lieu d'espérer que ce réseau se développera également dans le futur et deviendra un outil d'échange d'informations de grande utilité pour les professionnels en sécurité nucléaire dans la région.

Témoignages

Sunchai Nilsuwankosit | Directeur du programme de master

« Pour moi, le programme est une bonne initiative qui encourage les agences liées à la sécurité et à la sûreté nucléaires de la région à apprendre à coordonner leurs efforts pour lutter contre les menaces CBRN. »

Lyheng Tan

« À mon avis, cette formation de master aide mon pays et les autres États de l'ASEAN à garantir qu'experts et formations sont disponibles dans les disciplines pertinentes, notamment la sûreté et sécurité nucléaires et les garanties de sécurité nucléaire. En outre, elle aide notre pays de l'ASEAN à renforcer le développement de ressources humaine qui peuvent alors se connecter et collaborer pour traiter les menaces CBRN. »

Neil Raymund D. Guillermo

« La formation bénéficie non seulement aux individus qui y ont pris part, mais aussi à leurs institutions et pays d'origine. »

Vuthy Khun

« Le succès de ce programme s'appuie sur l'excellente coopération entre la faculté d'ingénierie de l'université Chulalongkorn, les instituts de recherche et autres organisations internationales concernées par les applications de la technologie nucléaire à des fins civiles pacifiques présentant un intérêt pour les industries, les hôpitaux et l'agriculture qui utilise des rayonnements et des matières nucléaires. »

Petchara Jitbanjong

« J'ai acquis des connaissances en sécurité nucléaire et sur les garanties de sécurité nucléaire ; et j'ai aussi eu l'occasion de me familiariser avec de nouveaux équipements et nouvelles technologies. »

Sandy Tith

« Les liens et le réseau créé avec les autres étudiants et professeurs [tissés par l'intermédiaire de cette formation] sont d'une importance cruciale car ils seront très utiles à long terme pour le développement de ce secteur dans mon pays. »

Madiah Mujaini

« [Le fait que les étudiants viennent de] différents pays, ayant des antécédents divers, crée un environnement propice à l'apprentissage via les connaissances partagées selon différents points de vue ; de plus, les enseignants, avec leur expertise, nous ont aidés à comprendre les sujets, et les travaux pratiques au Méga-port de Laem Chabang nous ont mis face à des situations réelles sur le terrain. »

Phanousone Phouyavong

« J'ai eu une très bonne expérience dans ce programme, très utile pour moi comme pour mon pays. Il m'a appris de nouvelles choses sur la sécurité nucléaire et ses garanties. De plus, cette initiative est présente dans de nombreux pays de l'ASEAN et dispose de partenariat avec des organisations [importantes dans le domaine]. »

Ninh Giang Nguyen

« Le programme de master scientifique en technologie nucléaire est une opportunité extraordinaire pour la jeune génération de l'ASEAN d'acquérir des connaissances dans les domaines de la sécurité nucléaire et de la non-prolifération et sur sa contribution à la paix dans le monde. »

Alim Mardhi

« Les études pratiques en laboratoire et les courtes formations dispensées par les autorités compétentes représentent [un point fort] de ce programme. »



Actualités des projets

Projet 30

Réseau d'excellence en criminalistique nucléaire dans la région Asie du Sud Est

Asie du Sud-Est

Dans le cadre de ce projet, un microscope électronique à balayage (MEB) a été remis au Bureau de l'atome pour la paix en Thaïlande. Livré et installé en octobre 2015, il a été mis en service en décembre. Avant sa livraison, le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne a formé deux experts thaïlandais à son utilisation dans son centre de formation EU-SECTRA, en insistant particulièrement sur la préparation des échantillons et l'interprétation des résultats dans le cadre d'une enquête criminalistique nucléaire.

Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie (GUAM)

Le JRC a accueilli deux sessions au centre de formation EUSECTRA. En janvier 2016, 15 représentants d'organisations des GUAM impliquées dans la sécurité nucléaire ont participé à la formation intitulée « Gestion des scènes de crimes radiologiques ». La formation visait à réunir des experts du maintien de l'ordre et de mesures nucléaires et favoriser leur coopération dans l'examen d'une scène de crime impliquant (ou susceptible d'impliquer) une substance radioactive. Les principaux thèmes de cette semaine de formation



Un microscope électronique à balayage livré aux experts thaïlandais dans le cadre d'un projet CdE.

étaient les suivants : autoprotection, recueil et gestion des preuves, contrôle de la contamination, détection initiale des radionucléides et évaluation radiologique. La formation comprenait présentations, partage d'expériences personnelles, débats et, élément majeur, des exercices pratiques basés sur des scénarios réalistes mettant en jeu des matières nucléaires. Les experts du *Federal Bureau of Investigations* (États-Unis), du ministère de l'intérieur (France), d'Europol, du *Netherlands Forensic Institute* (Pays-Bas), du *Bundesamt für Strahlenschutz* (Office fédéral de radioprotection, Allemagne) ont contribué au programme.

Une formation en spectrométrie gamma à haute résolution a été organisée pour 11 participants des centres nationaux de recherche nucléaire et autorités compétentes en matière de radiation des GUAM en février 2016. Au programme, leçons

théoriques, p. ex. sur les principes de détection des radiations et les types de détecteurs de rayons gamma, mais aussi exercices pratiques qui ont permis aux participants d'utiliser différents logiciels de spectrométrie gamma, de comparer les capacités des détecteurs et de déterminer les compositions isotopiques d'échantillons d'uranium et de plutonium. À la fin de la formation, les participants ont classé et décrit des échantillons inconnus en utilisant les connaissances acquises pendant la semaine.

Projet 33

Renforcement du cadre juridique national et des capacités de préparation et d'intervention CBRN

L'année passée, des données concernant les législations nationales et internationales ont été collectées, et des missions sur le

Participants à une formation en criminalistique nucléaire.





Les participants à la formation sont souvent des primo-intervenants, tels que sapeurs-pompiers, policiers et agents des services médicaux d'urgence.



Participants à une démonstration à une intervention en cas d'incident CBRN.

terrain été réalisées dans chaque pays afin d'aborder l'aspect juridique du projet. Les données recueillies seront utilisées pour renforcer le cadre juridique national, en particulier pour élaborer une stratégie régionale coordonnée du contrôle du commerce stratégique, et un voyage d'étude d'une semaine à Bruxelles, ainsi que des séminaires régionaux dans les régions Façade Atlantique Africaine et Afrique Centrale et Orientale seront organisés. Pour ce qui est du volet du projet 33 sur la préparation et la réponse aux menaces CBRN, deux formations nationales se sont tenues en 2015 dans chaque pays partenaire. Le principal objectif de la première session était de former les responsables opérationnels et mettre en avant l'analyse des risques, la prise de décision et la coopération interinstitutionnelle (entre protection civile, sapeurs-pompiers, police, services médicaux d'urgence). La formation a proposé des bonnes pratiques par le biais d'études de cas et d'exercices. D'octobre 2015 à janvier 2016, une deuxième session de formation a été organisée pour former les primo-intervenants susceptibles d'intervenir en cas d'incident CBRN, pour leur apprendre comment intervenir dans une équipe multi-organisationnelle, en mettant la priorité sur la préservation et la protection des vies et la réduction maximale des incidences de tels événements. Cette formation pratique comprenait des démonstrations de kit CBRN et d'équipements de protection individuelle, ainsi que des exercices et simulations en plein air. L'année prochaine sera consacrée à l'élaboration

(ou à l'amélioration) de plans d'urgence nationaux qui seront évalués par des exercices de simulation sur table et réels.

Projet 34 Renforcement des capacités en cas d'intervention CBRN et d'urgence chimique et médicale

Les essais d'acceptation en usine pour livraison d'équipement CBRN de base à une unité de primo-intervenants ont eu lieu du 23 au 26 octobre 2015. Ces essais ont été effectués par les délégations nationales nommées par les pays partenaires du projet 34 (Iraq, Jordanie et Liban). Ils ont été effectués dans les locaux de Lubawa à Grudziadz (Pologne), ainsi que sur ceux d'IBATECH et d'INDRA à Madrid. Une fois ces essais achevés, l'équipement sera expédié aux trois pays partenaires et une formation complémentaire sera organisée pour les primo-intervenants afin d'expliquer comment utiliser et entretenir le kit. Cela permettra à une unité d'intervention primaire constituée de 20 intervenants entièrement équipés de combinaison de protection, de détecter, identifier et décontaminer des substances chimiques, biologiques et radiologiques. Un autre objectif essentiel du projet vise à former les utilisateurs aux procédures opératoires à suivre en cas d'incident CBRN ; ces formations sont prévues pour 2016. Au cours des six derniers mois, la fondation FORMIT a organisé deux activités principales de formation de « Développement des connaissances et transfert des bonnes pratiques sur l'intervention CBRN interinstitutionnelle ». La première s'est te-

nue à Amman (pour les parties prenantes jordaniennes et iraqiennes) et à Beyrouth (pour les participants libanais) fin juillet 2015. La formation de trois jours visait à familiariser le personnel et les cadres intermédiaires (environ 20 participants par pays) à la coopération interinstitutionnelle sur 3 thèmes particuliers : préparation aux incidents biologiques et contrôle aux frontières ; réaction aux incidents chimiques et systèmes de santé ; et communication et coopération. La seconde activité de formation a été organisée du 1 au 3 décembre 2015. Une délégation de 18 directeurs et décideurs politiques de la région Moyen-Orient a été invitée à Rome pour visiter trois institutions italiennes exerçant dans le domaine CBRN : l'École d'instruction opérationnelle des sapeurs-pompiers (Montelibretti), la base aérienne « De Bernardi », et le 7^e régiment de défense « Cremona ». Le Centre Insubria sur la sécurité internationale a organisé trois sessions de formation en février 2016 sur les « agents chimiques dangereux (y compris les armes chimiques) ». Ces sessions visaient à la sensibilisation aux accidents chimiques dangereux d'origine naturelle, accidentelle et intentionnelle. Ces formations ont été une excellente occasion pour les participants d'étendre leurs connaissances, de partager leurs expériences, leurs idées et les bonnes pratiques adoptées dans leurs pays respectifs. Le consortium a approuvé l'équipement de reconnaissance chimique sélectionné et un plan de formation préliminaire. L'Institut militaire d'hygiène et d'épidémiologie organisera une série de sessions de « formation de formateurs » pour les experts jordaniens, libanais et iraqiens en avril 2016. Cette formation s'adresse aux experts nationaux qui pourront assurer le rôle de formateurs d'équipes d'intervention médicale dans le futur.





Démonstration de décontamination chimique assurée par un régiment de défense italien.

Projet 35

Gestion des déchets chimiques et biologiques dangereux dans la région de la Façade Atlantique Africaine et en Tunisie

Au cours des six derniers mois, quatre lancements de la phase 2 ont eu lieu au Liberia, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Tunisie, tandis que des formations commençaient au Maroc. Ces missions ont réuni experts et parties prenantes de la phase 2 pour fixer les modalités précises des formations et actions de sensibilisation qui auront lieu en 2016-2017. Elles ont également joué un rôle de plate-forme pour la présentation de la phase 2. Pendant cette période, les experts du projet ont rencontré plus de 200 parties prenantes et visité plus de 20 laboratoires. En outre, ils ont visité des sites de déchets d'importance nationale. Le lancement au Liberia en juillet a été particulièrement apprécié, après plusieurs reports dus aux flambées du virus Ebola. L'équipe a rendu visite au ministère des affaires étrangères pour s'entretenir du projet avec M. Thomas Kaydor, vice-ministre des affaires étrangères pour la coopération internationale et l'intégration économique. Le vice-ministre a salué chaleureusement l'équipe du projet et a fait part de son enthousiasme vis-à-vis de la coopération avec l'UE. Plus de 30 parties prenantes du domaine des déchets chimiques et biologiques dangereux ont assisté aux présentations. Le jour suivant, des ateliers ont eu lieu pour fixer les détails de la formation et des actions

de sensibilisation. Aucune visite de site n'a été possible en raison de la récente flambée d'Ebola dans le district de Firestone. Plus tard dans le mois, plus de 60 parties prenantes se sont réunies en Côte d'Ivoire pour assister au séminaire et aux ateliers du lancement de la phase 2. Les experts ont visité des hôpitaux, des laboratoires, et la tristement célèbre décharge d'Akouédo où a été déposée une grande partie des déchets du Probo Koala. Au Sénégal, une trentaine de parties prenantes ont assisté au lancement de la phase 2 et ont accueilli l'équipe du projet avec leur fameuse *Terranga* (hospitalité). En novembre, le lancement de la phase 2 a rassemblé une cinquantaine de parties prenantes tunisiennes. Les experts ont pu visiter des laboratoires et des hôpitaux, dont l'hôpital militaire principal de Tunis, établissement de pointe en matière d'instruction et de formation. L'équipe du projet a également obtenu des contrats pour les membres individuels des équipes de soutien local dans les pays partenaires. Des contrats ont été signés en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et l'objectif est d'en obtenir d'autres rapidement pour les pays partenaires restants. Le système des contrats individuels vise à améliorer l'efficacité et l'organisation des missions par une appropriation locale au niveau organisationnel. Des « forma-

tions de formateurs » ont également débuté au Maroc, avec 4 ateliers consacrés à la certification des laboratoires.

Projet 36

Poursuite et consolidation du programme méditerranéen de formation en épidémiologie d'intervention (MediPIET)

Sessions de formation

Au total, 99 animateurs ont collaboré, avec l'équipe du projet MediPIET, aux activités de formation, et 280 professionnels (compagnons et participants externes) ont été formés et ont participé activement aux sessions de formation suivantes :

- Le module de révision (en Albanie) était consacré au développement des compétences de présentation. Les participants étaient invités à dresser la liste des éléments importants de leur travail qui pourraient faire l'objet d'une présentation orale ou d'un poster lors d'une conférence internationale.
- La session de formation de formateurs (au Monténégro) visait à familiariser les participants avec le programme de MediPIET et à renforcer le réseau d'épidémiologistes de terrain participant aux activités de formation de MediPIET.
- Le module d'introduction (au Monténégro) était consacré à l'étude d'une potentielle épidémie et la proposition de mesures de santé publique. Ceci incluait : la surveillance et l'analyse des données de surveillance ; la conception d'une étude épidémiologique ; l'examen des associations entre expositions et issues, en tenant compte des biais, de la modification de la confusion et de l'effet ; la communication des résultats des études de terrain aux différentes parties prenantes, y compris la rédaction scientifique ; la compréhension et l'application des principes du règlement sanitaire international (RSI).

Au total, 280 professionnels (compagnons et participants externes) ont été formés et ont participé activement aux activités de formation susmentionnées. En tout, 99 animateurs ont collaboré avec l'équipe MediPIET à ces activités de formation : 80



pour les modules et 19 pour les formations de formateurs.

Les travaux des compagnons MediPIET étaient coordonnés par les coordinateurs scientifiques MediPIET, en collaboration avec les mentors MediPIET. Huit affiliés ont été formés dans le premier groupe du programme de MediPIET, tandis que le second groupe a été élargi pour en accueillir 16.

Sites de formation

Quatre nouveaux sites de formation MediPIET ont été inaugurés en 2015 : au Kosovo, en Moldavie, au Monténégro et en Serbie. Deux sites de formations ont été évalués, en Albanie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et ont reçu une évaluation générale positive. Les travaux et résultats des affiliés dans les sites de formation ont également été examinés. La participation des pays aux activités de formation du projet soulève l'enthousiasme, les formations étant très demandées. Le programme de compagnonnage est un franc succès, et l'Arménie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie et la Palestine ont fait part de leur volonté de participer au programme, qui implique, sur le plan pratique, l'établissement d'un site de formation et l'accueil de compagnons MediPIET.

Projet 42

Sûreté et sécurité chimiques en Afrique Centrale et Orientale

La principale activité de la première phase du projet 42 était constituée d'une série de missions exploratoires dans les pays partenaires (PP). Avant ces missions, des questionnaires détaillés ont été distribués aux PP début juin 2015.

La première mission exploratoire a eu lieu aux Seychelles, et d'autres ont suivi en République démocratique du Congo, en Zambie, en Tanzanie, au Kenya et au Ghana. En raison de la situation sécuritaire confuse et extrêmement tendue au Burundi, le point focal national (PFN) du Burundi, ainsi que trois autres experts CBRN du Burundi, ont été invités à une réunion commune à Nairobi (Kenya). Le Rwanda a officiellement été exclu du projet 42 par la DG DEVCO en novembre dernier. Le principal objectif de l'ensemble des missions exploratoires était de faciliter l'organisation de réunions entre PFN des différents pays, experts CBRN et autres parties prenantes. Au cours de ces



Conférence scientifique annuelle MediPIET. De gauche à droite : Dr Shaban Mameiti (directeur de l'Institut de santé publique de la République de Macédoine), Aivo Orav (ambassadeur de l'UE), Karl Ekdahl (ECDC), Anne-Sophie Lequarré (JRC), et José Jaime de Domingo Angulo (chef d'équipe MediPIET – FIIAAPP).

réunions, les représentants du consortium européen ont présenté le projet dans son ensemble et exposé en détail tous les lots de tâches, en décrivant notamment les méthodes de travail, calendriers et bénéfices pour les pays participants. La réunion visait également à présenter et expliquer les questionnaires détaillés du projet traitant des aspects techniques et juridiques des produits chimiques dangereux. Le questionnaire sur les aspects légaux a été rempli avec les informations recueillies lors de la phase d'inventaire du projet CdE n°33 et a été présenté pour révision et commentaires aux équipes nationales avant les réunions respectives. Par ailleurs, des experts chimistes et juridiques et des sous-traitants locaux ont été présentés aux émissaires du consortium par les PFN. Le comité de pilotage s'est tenu le 12 octobre 2015 à Nairobi. C'était la deuxième réunion en présence du directeur du bureau régional après la réunion de lancement d'avril 2015. L'implication de l'expertise locale de soutien à la mise en œuvre du projet était l'un des points essentiels traité lors de la réunion. Dans l'ensemble, tous les participants ont donné leur aval aux procédures d'enrôlement des experts locaux et d'organisation des séminaires et d'ateliers.

Projet 43

Programme de contrôle à l'exportation des biens à double usage

Lors de leur première visite à Alger les 15 et 16 février 2016, les experts du projet 43 intitulé « programme de contrôle à l'ex-

portation des biens à double usage » ont rencontré le Comité interinstitutionnel algérien pour la réduction des risques CBRN dans les locaux du bureau régional CdE pour l'Afrique du Nord et Sahel à Alger. Il convient de souligner que le contrôle des exportations de matières premières et technologies dans l'Union européenne incombe légalement à ses États membres en vertu d'un règlement du Conseil. Le règlement définit notamment les différents types de licences d'exportation et établit la liste des biens à double usage. Les contrôles s'appliquent à toute exportation vers les territoires situés hors Union européenne. Le programme permettra aux pays partenaires de :

- cerner les forces et les faiblesses vis-à-vis des capacités de contrôle des exportations via l'évaluation de la maturité de leur système de contrôle du commerce stratégique,
- définir les besoins de soutien et de formation pour combler les lacunes mises en évidence,
- établir et/ou de consolider les relations avec les pays voisins, le cas échéant,
- prendre en compte les conditions spécifiques liées au contrôle frontaliers,
- bénéficier d'un soutien juridique pour l'élaboration de documents juridiques et réglementaires, sur demande.





Mention légale

Ni la Commission européenne, ni aucune personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable ni de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans la présente publication, ni des erreurs éventuelles qui, malgré le soin apporté à la préparation et à la vérification du texte, auraient pu s'y glisser.

Clause de non-responsabilité

La présente publication ne reflète pas nécessairement l'avis ou la position de la Commission européenne. La liste des pays figurant dans la présente publication ne préjuge pas du statut de ces pays et territoires pour le présent et l'avenir.

Crédits photographiques

Couverture Riccardo de Conciliis ; p.5 Abu Dhabi Police ; p.7 Harro Wittermans ; p.8 UNICRI ; p.9 Kader Touré ; p.10 Fanny Fert ; p.11 DRC National Team ; p.12 Patrice Palanque ; p.13 Michael Thornton ; p.14 Harro Wittermans ; p.15 Martin Hill ; p.16 Trivent ; p.17 State Border Guards Service of Ukraine ; p.20 European Commission ; p.21 Expertise France ; p.22 Massimo Lanfranco ; p.23 FIIAPP.

À propos des CdE CBRN

L'initiative des centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (initiative des CdE CBRN) a été lancée par l'Union européenne (UE) en 2010.

Cette initiative porte sur la réduction des risques et la préparation aux risques liés aux substances et agents CBRN, qu'ils soient d'origine accidentelle, criminelle ou naturelle. Elle vise à renforcer la coopération au niveau régional et international et à élaborer une politique commune et cohérente de réduction des risques CBRN au niveau régional. La réduction des risques inclut notamment la prévention, la préparation et la gestion des crises.

L'initiative est financée et mise en œuvre par la Commission européenne (DG DEVCO), en collaboration avec le Centre de recherche commun (CE), l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et une équipe de gouvernance. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) apporte également une perspective stratégique. L'initiative est mise en œuvre grâce au soutien technique d'experts des États membres de l'UE, d'organisations internationales et d'autres spécialistes.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site internet des CdE CBRN à l'adresse suivante : www.cbrn-coe.eu ou contactez-nous par e-mail : cbrn-coe@jrc.ec.europa.eu

Comment obtenir des publications de l'UE ?

Via l'EU Bookshop <http://bookshop.europa.eu>
Luxembourg Publications Office of the European Union, 2016
CBRN Centres of Excellence Newsletter
ISSN 1977-7329 (en ligne)

© Union européenne, 2016

Smartphone users can install an application with a QR-code scanner to read the code

